

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Acheteur

Etat – Ministères Territoires, Ecologie, Logement

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des
Pays de la Loire

Objet du marché

RN165 – Mise à 2x3 voies entre Sautron et Savenay

Marché d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) sur l'aménagement de 4 aires de covoiturage
(deux agrandissements, deux créations) et sur l'aménagement d'une aire destinée au contrôle des
poids lourds.

N° de consultation : DREAL44-2025-004

Le présent CCTP comporte 10 pages et aucune annexe.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Table des matières

1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
2 CONTEXTE DE LA MISSION.....	3
2.1 Présentation de l'opération.....	3
2.2 Historique des décisions.....	3
2.3 Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur.....	4
2.4 Maîtrise d'œuvre.....	4
2.4.1 Maîtrise d'œuvre générale.....	4
2.4.2 Maîtrise d'œuvre particulière (hors OA et aménagements paysagers).....	4
2.4.3 Maîtrise d'œuvre OA et aménagements paysagers.....	4
2.5 Autres intervenants de l'opération.....	5
2.6 Cahier des charges, organisation et attente de la mission.....	5
2.6.1 Éléments définis dans le cadre du dossier de projet partiel.....	6
2.6.2 Phase AVP.....	7
2.6.3 Phase PRO.....	7
2.6.4 Phase assistance aux AOM pour la passation de conventions d'occupation et d'exploitation :.....	8
2.6.5 Phase assistance aux AOM pour la première année d'exploitation.....	8
2.7 Calendrier.....	8
3 Contexte normatif.....	9
3.1 Textes de référence.....	9
3.1.1 En matière d'équipements :.....	9
3.1.2 En matière d'assainissement :.....	9
3.1.3 En matière de terrassement :.....	9
3.1.4 En matière de chaussée :.....	9
3.1.5 En matière de réglementation sur les aires de stationnement :.....	9
3.2 Forme des livrables.....	9
4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION DU Titulaire.....	10
5 RÉUNIONS.....	10

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour permettre l'agrandissement et la création d'aires de covoiturage au niveau des échangeurs de la RN165 ainsi que pour la création d'une aire de contrôle des poids lourds.

2 CONTEXTE DE LA MISSION

2.1 Présentation de l'opération

L'opération porte sur l'aménagement à 2x3 voies de la RN165 entre Sautron et Savenay.

Le projet est découpé longitudinalement en 5 sections.

Section 1 bis	PR 12+400 au PR 13+900	Du franchissement de la voie des Naudières à la bretelle de sortie n°4 en direction de Coueron, Saint Etienne de Montluc
Section 2	PR 13+900 au 19+700	De la bretelle de sortie n°4 à la bretelle d'entrée de la RD965 sur la RN165.
Section 3 a	Échangeur du Temple-de-Bretagne	
Section 3b	PR 19+700 au 24+100 (hors échangeur du Temple-de-Bretagne)	De la bretelle d'entrée de la RD965 à la ZI de la Croix Rouge
Section 4	PR 24+100 au 27+200	De la ZI de la Croix Rouge à la Merlerie
Section 5	PR 27+200 au 28+900	De la Merlerie à l'échangeur de la croix blanche

Le présent marché concerne les sections 1b à 5.

2.2 Historique des décisions

Le projet, initié au milieu des années 1990, a fait l'objet des décisions officielles suivantes :

- 24/04/1996 et 23/09/1996 : décisions ministérielles approuvant l'avant-projet sommaire d'itinéraire de l'axe Sautron (RN 444 – ex RD 201) – Savenay (RD 3) ;
- 20/06/1997 : arrêté préfectoral autorisant les travaux d'aménagement de la RN 165 entre Sautron et Savenay au titre de la loi sur l'eau ;
- 02/01/1998 : décret prononçant la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement en autoroute à 2 × 3 voies de la RN 165 entre Sautron et Savenay ;
- 12/10/1998 : approbation du projet partiel Savenay – Le-Temple-de-Bretagne ;
- 10/12/2002 : décret prolongeant de 5 ans la déclaration d'utilité publique (validité prolongée jusqu'au 04/01/2008) ;

- 14/05/2004 : décision de mise en service du système d'échanges de Savenay ;
- 27/10/2009 : approbation du projet partiel Sautron – limite d'agglomération de Nantes Métropole Communauté Urbaine correspondant à la section 1 du projet ;
- 28/05/2010 : arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté du 20/06/1997 au titre de la loi sur l'eau, concernant la bifurcation nord (secteur 1).

Le secrétaire d'État en charge des transports a commandé le 04/05/2017 à la Préfète de Région, Préfète de Loire-Atlantique, la reprise des études de conception détaillée.

2.3 Maîtrise d'ouvrage, représentant de l'acheteur

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage est le ministère de la Transition écologique.

Le préfet de la région Pays de la Loire est le représentant de l'acheteur (RA).

La DREAL Pays de la Loire est le maître d'ouvrage déconcentré des études objet du présent marché, par délégation du préfet de la région Pays de la Loire.

2.4 Maîtrise d'œuvre

2.4.1 *Maîtrise d'œuvre générale*

La Direction Interdépartementale des Routes de l'Ouest (DIRO), Service Ingénierie Routière assure le pilotage général des études de maîtrise d'œuvre et garantit la cohérence des interventions de tous les acteurs.

La DIRO est représentée par le Chef du service ingénierie routière de Nantes

DIRO – SIR de Nantes
6, rue Duguay Trouin – BP 20399
44 819 Saint Herblain

2.4.2 *Maîtrise d'œuvre particulière (hors OA et aménagements paysagers)*

Confondue avec la maîtrise d'œuvre générale, elle est assurée par le SIR de Nantes.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations d'admission et pendant la Garantie de Parfait Achèvement (AOR) ;

2.4.3 *Maîtrise d'œuvre OA et aménagements paysagers*

La mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation, à l'adaptation ou à la démolition d'ouvrages d'art, à l'étude architecturale et aux aménagements paysagers est confiée à SETEC.

Il est chargé d'une mission comprenant :

- DIAG
- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution (VISA)
- Mission complémentaire VISA renforcé
- Mission complémentaire d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation de contrats d'ingénierie géotechnique et contrôle des prestations
- Mission complémentaire d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle d'exécution des travaux d'aménagements paysagers

La maîtrise d'œuvre pour les missions suivantes n'est pas définie. Elle sera externalisée :

- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations d'admission et pendant la Garantie de Parfait Achèvement (AOR) ;

2.5 Autres intervenants de l'opération

La réalisation de l'aménagement global implique notamment l'intervention des partenaires suivants :

- Le District de Nantes de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Ouest (D.I.R.O.), le Conseil Départemental de la Loire-Atlantique ainsi que les services techniques des communes et communautés de communes concernées et les concessionnaires de réseaux,
- Un prestataire à désigner pour les missions de contrôle extérieur ;
- Un prestataire à désigner pour la mission CSPS ;
- Un prestataire à désigner pour la mission de coordination environnementale

2.6 Cahier des charges, organisation et attente de la mission

L'assistance à maîtrise d'ouvrage porte sur :

- un agrandissement d'aire de covoiturage - échangeur de Tournebride (Nord)
- une création d'aire de covoiturage - échangeur de Tournebride (Sud)
- une création d'aire de contrôle poids lourds - échangeur de Tournebride (Sud)
- un agrandissement d'aire de covoiturage- échangeur des 4 nations
- une création d'aire de covoiturage - échangeur de Croix blanche

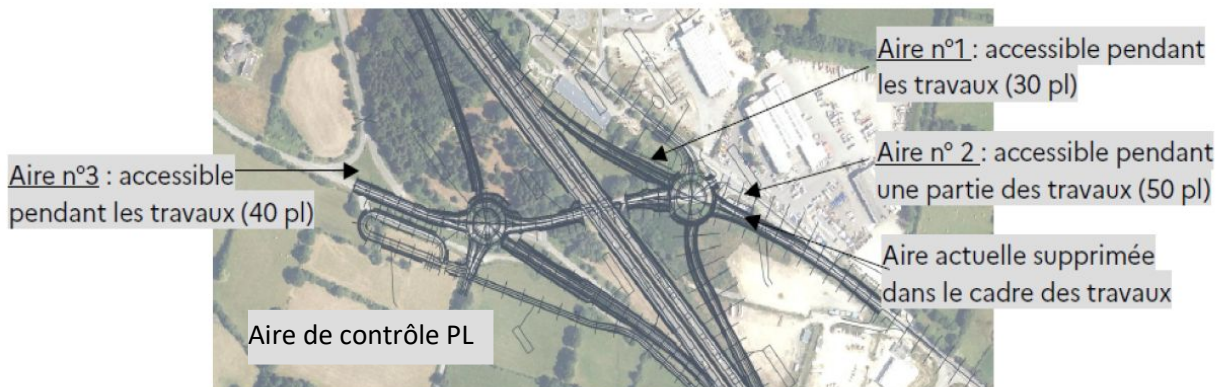
Les autorités organisatrices des mobilités (AOM) concernées sont :

- la communauté de communes Erdre et Gèsvres (CCEG)
- la communauté de communes Estuaire et Sillons (CCES)

2.6.1 Éléments définis dans le cadre du dossier de projet partiel

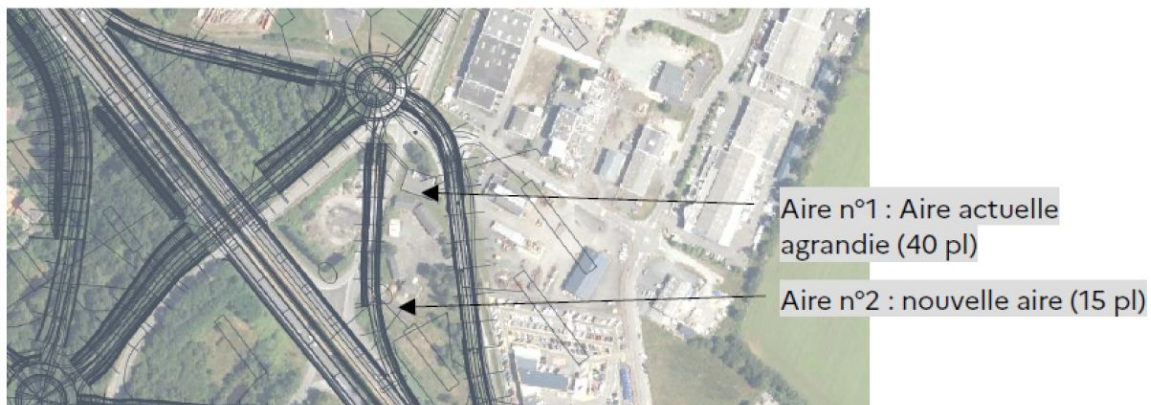
Échangeur de Tournebride (Saint-Etienne-de-Montluc)

Le projet de mise à 2x3 voies intercepte l'aire de covoiturage actuelle. L'aire actuelle fait environ 55 places et le CD44 vise un doublement de capacité. Un emplacement au nord de la RN, réutilisant la plateforme actuelle de la RD, avec un accès depuis la RD965 pour une surface d'environ 2000 m² a été proposé au CD 44. L'insertion de la RD965 sur le giratoire Nord a été revue, ce qui permettra de limiter au maximum l'impact sur l'aire de covoiturage. En complément deux autres zones ont été identifiées, l'une au niveau de la bretelle de sortie Sud actuelle, et la seconde, au Nord de l'échangeur. Une aire de stationnement poids-lourds, destiné au contrôle, est identifiée sur la partie sud de l'échangeur.



Échangeur des 4 Nations (Saint-Etienne-de-Montluc)

L'aire actuelle de 20 places est saturée. Le projet consiste à atteindre une offre de 55 places à terme. Dans ce but, il est envisagé d'agrandir l'aire actuelle en doublant sa capacité. De plus, quelques places seront mises à disposition des covoitureurs plus au Sud en créant une séparation sur le parking des bâtiments utilisés par le CD44.



Échangeur de Croix-Blanche (Malville)

Le CD 44 a réalisé une extension de l'aire de covoiturage actuelle. Il s'agit d'un aménagement temporaire compte-tenu de l'incompatibilité avec le projet de mise à 2x3 voies de la RN165, l'aire ayant vocation à être déplacée sur un nouveau foncier à proximité de l'échangeur. L'aire de covoiturage fait l'objet d'une convention. Avec la création du nouvel échangeur, il est envisagé de remplacer cette aire sur une zone plus au Nord, qui permettrait une augmentation de la capacité (passage de 45 places à environ 60).



2.6.2 Phase AVP

Cette mission comprend la réalisation d'esquisses pour l'agrandissement / la création d'aires de covoiturage et pour l'aire de contrôle des poids-lourds.

Ces esquisses devront s'accompagner d'une proposition d'équipements et de services pouvant être intégrés (abris vélos, food truck...) et devront intégrer les obligations réglementaires liées à l'aménagement de ces aires (IRVE, ombrières photovoltaïques, etc...)

Durant cette phase, le titulaire organisera des réunions de présentation aux autorités organisatrices de la mobilité concernées par l'aménagement des aires de covoiturage et aux communes concernées.

Ces réunions auront pour objectif de recenser les besoins en matière d'aménagement, d'équipement et de services à proposer sur les aires de covoiturage.

L'AMO devra appuyer le maître d'ouvrage et les AOM sur l'opportunité de mettre en place certains équipements ou services sur les aires de covoiturage ou sur l'aire de contrôle de poids lourds.

Une fois les besoins identifiés, des plans d'aménagement intégrant les obligations réglementaires et la signalisation seront établis.

Attendu de la mission :

- Préparer les esquisses des différentes aires
- Recenser les services /équipements pouvant être intégrés à leur aménagement
- Présenter les projets aux collectivités pour recueillir leurs besoins
- Établir des plans de principe à l'échelle comprise entre 1/200 et 1/500

2.6.3 Phase PRO

Cette mission se basera sur la mission AVP approuvée par le maître de l'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci.

Durant cette phase, le titulaire organisera des réunions de présentation aux autorités organisatrices de la mobilité concernées par l'aménagement des aires de covoiturage et aux communes concernées.

Attendu de la mission :

- Préciser par des plans, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Prévoir les implantations précises de places, des ouvrages de gestion des eaux pluviales, des services et équipements sur chaque aire ;
- Établir un coût estimatif des travaux par aire, avec un avant métré précis de chaque prix ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage ;
- Établir des plans d'aménagement détaillés à l'échelle comprise 1/200 intégrant la signalétique et toutes les obligations réglementaires.

Devront être intégrés ::

- la prise en compte des besoins en ombrières photovoltaïques.
- la prise en compte des besoins identifiés en IRVE avec le chiffrage détaillé des coûts de génie civil et de génie électrique sur l'aire.

2.6.4 Phase assistance aux AOM pour la passation de conventions d'occupation et d'exploitation :

Durant cette phase, le titulaire accompagnera les AOM pour :

- les conventions d'occupation du domaine public pour l'installation et l'exploitation de panneaux photovoltaïques en ombrière sur un parking. Il établira le dossier de candidature en lien avec l'AOM, proposera un projet d'analyses des offres et rédigera la convention Les aires de covoiturage concernées sont les aires au niveau des échangeurs de Tournebride et de 4 Nations.
- les appels d'offres (rédaction du DCE, analyse des offres) pour l'installation de bornes de charge électrique

Attendu de la mission :

- assister les AOM dans la passation de conventions d'exploitation avec des opérateurs
- rédiger des conventions d'exploitation
- rédiger les appels d'offres et analyser les offres

2.6.5 Phase assistance aux AOM pour la première année d'exploitation

Le titulaire devra assister l'autorité organisatrice de mobilité durant la première année d'exploitation en cas de convention d'occupation du domaine public. Cette assistance portera sur le suivi des obligations du titulaire et de la mise en œuvre des services associés

Attendu de la mission :

- assister les AOM dans la gestion régulière (trimestrielle) ;
- organiser des réunions de suivi avec l'exploitant ;
- prévoir une visite trimestrielle pour s'assurer du respect de la convention d'occupation ou d'exploitation

2.7 Calendrier

L'approbation du dossier projet est prévu pour fin 2025 avec un rendu pour mi-2025

Travaux d'une durée prévisionnelle de 3 ans avec un début prévisionnel au printemps 2026

3 CONTEXTE NORMATIF

3.1 Textes de référence

Le titulaire prendra en compte la législation, la réglementation, les normes, les règles de l'art et les recommandations techniques en vigueur à la date de réalisation des prestations objet du présent marché.

Il se référera en particulier aux prescriptions ci-dessous (non exhaustif) :

3.1.1 *En matière d'équipements :*

- Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR en 9 parties)

3.1.2 *En matière d'assainissement :*

- Note d'information du SETRA sur la hiérarchisation de la vulnérabilité
- Guide technique - Pollution d'origine routière (dimensionnement), SETRA
- Guide technique – Assainissement routier (conception détaillée), SETRA
- Guide technique – drainage routier (pérennité de la chaussée), SETRA

3.1.3 *En matière de terrassement :*

- Guide technique – Conception et réalisation des terrassements, SETRA
- Guide technique – Réalisation des remblais et des couches de forme (GTR), SETRA (en cours de révisions)
- Guide technique – Traitement des sols à la chaux et/ou aux liants hydrauliques (GTS), SETRA

3.1.4 *En matière de chaussée :*

- Guide technique - Conception et dimensionnement des structures de chaussée, 1998, SETRA

3.1.5 *En matière de réglementation sur les aires de stationnement :*

- loi APer (article 40)
- loi Climat et résilience
- guide pour la mise en œuvre de la réglementation relative à l'installation de dispositifs de gestion des eaux pluviales et d'ombrage sur les parcs de stationnement

3.2 Forme des livrables

Le titulaire devra privilégier les échanges dématérialisés avec la maîtrise d'ouvrage pour les documents de travail.

Les versions informatiques des rapports produits par le titulaire seront transmises au format Acrobat (.pdf) et au format modifiable (.odt).

Les fichiers sources seront transmis au maître d'ouvrage (formats .pdf et .ods).

L'ensemble des documents seront établis au timbre du titulaire et signés. Les rapports intégreront une grille de suivi des indices permettant de tracer les évolutions des documents et les contrôles intérieurs réalisés.

Des éléments cartographiques SIG pourront être demandés, les fichiers cartographiques SIG respecteront les contraintes suivantes :

- Ils seront remis au format Shapefile (.shp) dans le système de coordonnées projetées légal RGF 93 en projection Lambert 93 (ESPG:2154).
- Les projets et mises en page de cartes seront fournis au format .qgs compatibles avec la version 3.16 de QGIS.
- Une couche de données se composera d'autant de tables que de types d'objets la composant : polygones, lignes, points.
- Les objets seront géométriquement valides, au sens de l'OpenGIS Simple Feature Specification. A titre d'exemple, QGIS ou Postgis qui intègrent la librairie GEOS permettent de s'assurer de cette validité.
- Les noms de champs ne comporteront pas d'espaces, ni de caractères spéciaux.
- Le Modèle Conceptuel de Données (MCD) sera validé par la DREAL.
- Les données attributaires seront renseignées.
- Un contrôle de la validité géométrique devra être réalisé et ne présenter aucune erreur.

4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE

Outre les dossiers d'études , les documents ci-après seront mis à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage au démarrage de la mission :

- le dossier de projet partiel pour la mise à 2x3 voies de la RN165

Il s'agit d'une liste non exhaustive : d'autres documents pourront être également transmis au démarrage de la mission.

5 RÉUNIONS

Les réunions en présentiel avec le maître d'ouvrage auront lieu à Nantes au siège de la DREAL. Certaines pourront se dérouler en visio conférence. Le titulaire sera averti préalablement par le maître d'ouvrage des modalités de leur déroulement.

Le titulaire rédigera le relevé de décisions de ces réunions, qu'il adressera par messagerie électronique, sous un délai d'une semaine, à la maîtrise d'ouvrage et aux personnes désignées par celle-ci selon les sujets abordés en réunion, pour avis.

Si au-delà de 2 semaines après réception, le projet de relevé n'a fait l'objet d'aucune observation du maître d'ouvrage, il sera considéré comme accepté par tous. Dans le cas contraire, le titulaire intégrera les modifications et assurera la diffusion à l'ensemble des destinataires.

Les réunions sont réputées durer 2h hors temps de déplacement du titulaire. Les documents supports de la réunion et la mise à disposition du matériel éventuellement nécessaire sont à la charge du titulaire.